

Print

La gendarmerie et les trafiquants d'extrême droite impliqués dans l'attentat contre l'Hyper Casher

De [Anthony Torres](#)

Global Research, mai 06, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-gendarmerie-et-les-trafiquants-dextreme-droite-impliques-dans-lattentat-contre-lhyper-casher/5447693>



L'arrestation d'un trafiquant d'armes lié au Front national (FN) et à la gendarmerie soulève le rôle joué par l'Etat et l'extrême-droite dans les attentats organisés par Amedy Coulibaly et par les frères Kouachi contre l'Hyper Casher et *Charlie Hebdo*.

Fin janvier, Claude Hermant, sa compagne, et un autre homme sont arrêtés pour avoir remilitarisé « beaucoup » d'armes de guerre neutralisées, provenant de pays de l'Est. « Elles ont ensuite été écoulées dans le milieu du grand banditisme, pas uniquement lillois », selon *La Voix du Nord*.

Claude Hermant aurait vendu directement ou indirectement à Coulibaly les armes qui ont servi aux massacres dans l'Hyper Casher, d'après le même journal : « *C'est une piste très sérieuse, en bonne voie de confirmation.* » Elle mène en Belgique, où « Claude Hermant avait des relations dans le cadre de son réseau présumé. Rappelons que Coulibaly se serait procuré ses armes à Charleroi ».

La Voix du Nord publie quelques extraits de mails échangés entre Hermant et un gendarme en novembre 2014 : « *« Salut Claude, nous avons vu avec notre hiérarchie... Nous sommes partant(s) pour les deux dossiers que tu nous as présentés (armes-Charleroi...)... » »*

Ces mails laissent supposer que Hermant aurait pu recevoir l'aval de quelques services de renseignement ou de police pour livrer des armes à Coulibaly ou à d'autres islamistes. Le journal poursuit : « Imaginons que vous tombiez sur ce type de message (parmi une dizaine) qui aurait été envoyé par un gendarme à Claude Hermant, le 21 novembre 2014 à 8 h 47. Qu'un proche du prévenu certifie que '*Claude Hermant a assuré ses arrières...*' ».

Le gendarme à qui il écrivait était donc au courant des armes vendues par Harment et à qui il les vendait. Ceci soulève à nouveau et de manière très directe la question de la responsabilité de l'Etat dans les attentats meurtriers de janvier 2015 à Paris.

On savait déjà que Coulibaly et les frères Kouachi, responsables des tueries dans les locaux de Charlie Hebdo et dans l'Hyper Casher, étaient connus des services de renseignement et de la police. Les frères Kouachi ont été surveillés par les services du renseignement français de novembre 2011 à juin 2014 ; ils figuraient sur des listes de surveillance britanniques et américaines. Entre 2011 et 2013, l'un des frères s'est rendu dans des camps d'entraînement islamiste au Yémen à plusieurs reprises.

Quant à Coulibaly, il a été condamné pour avoir comploté la libération de prison d'un militant islamiste. Il a rencontré Cherif Kouachi en prison.

L'Etat français aide à armer les réseaux islamistes qui traversent ce milieu social en France et qui combattent le régime syrien d'Assad. Dans une interview accordé au *Monde*, le président Hollande a même affirmé que la France livrait des armes aux forces islamistes syriennes depuis aux moins le printemps 2013. Les forces islamistes sont soutenues sur place en Syrie par des soldats français et des agents de la CIA pour les encadrer et les former.

Ces groupes islamistes sont utilisés pour mener des attentats terroristes et une guerre néo-coloniale en Syrie visant à mettre en place des régimes pro-impérialistes.

La question qui se pose est si des sections de l'Etat liées à l'extrême droite auraient encouragé ou du moins toléré la préparation les attentats de janvier à des fins politiques. Le président François Hollande a exploité les attentats pour faire dévier l'atmosphère politique encore plus à droite, mettre 10.000 soldats dans les rues, accélérer les attaques contre les droits démocratiques, et promouvoir le FN comme parti indispensable à la politique française. Suite aux attentats contre *Charlie Hebdo* et Hyper Casher, il a reçu Marine Le Pen à l'Elysée.

En tout cas, les commentaires de Hermant laissent entendre qu'il a agi pour le compte de sections de l'Etat. Le trafiquant d'armes et informateur de la police a affirmé qu'il ne « serait pas le prochain Marc Fievet », ancien inspecteur des douanes français, spécialiste d'infiltration des milieux mafieux, mais arrêté par les autorités canadiennes et lâché par sa hiérarchie.

Les relations qu'entretient Harment avec la gendarmerie montrent l'intégration du FN dans les forces de l'ordre, qui sont sorties renforcées des attentats des frères Kouachi et de Coulibaly. Depuis les attentats, le gouvernement PS veut faire voter une nouvelle loi sur le Renseignement et une augmentation du budget de l'armée, et le FN poursuit son intégration dans les milieux politiques bourgeois.

Ces événements constituent un avertissement pour les travailleurs. Un milieu d'extrême droite, regroupant néo-fascistes et islamistes terroristes et lié aux forces de l'ordre se prépare comme force de choc pour réprimer les milieux populaires et la classe ouvrière en France.

Hermant est un ancien parachutiste qui a combattu en Croatie aux années 80. Aux années 90, il rejoint le FN et son service d'ordre, le Département de Protection et de Sécurité (DPS), calqué sur les services spéciaux. Le DPS a à sa tête Bernard Courcelle, ancien capitaine d'un régiment de parachutistes d'infanterie de marine et ex-informateur de la DPSP (direction de la protection et de la sécurité de la Défense). Le DPS serait financé par la vente d'armes, selon *Libération*, comme par exemple aux forces tchéchènes via la Croatie.

Le DPS est donc une organisation para militaire composé d'anciens soldats qui mènent des missions qui ont à voir avec les intérêts de l'Etat, en France comme à l'étranger.

Hermant mène des infiltrations dans des groupes comme SOS Racisme, et des actions punitives dans les banlieues. Hermant part au Congo en 1999, chargé d'une mission par le gouvernement congolais de Denis Sassou N'Guesso, étroitement lié aux intérêts français. Il y sera incarcéré avant d'obtenir la grâce présidentielle, dans la même année pendant laquelle il quitte le DPS.

Il a été leader de La Maison flamande de Lambersart, une association d'extrême droite fermée en 2012 ; il travaillerait actuellement dans une friperie de la métropole lilloise.

Anthony Torres

Copyright © 2015 Global Research